

<http://divergences.be/spip.php?article687>



Commissione di Corrispondenza della Federazione
Anarchica Italiana - FAI

On ne peut arrêter, poursuivre en justice ou condamner l'antifascisme !

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2008 - N°11. Janvier/January/Januar 2008. - International - Italie -

Date de mise en ligne : mardi 15 janvier 2008

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Le jugement émis à Turin contre les 10 antifascistes condamnés pour avoir participé à la manifestation du 18 juin 2005 - manifestation qui dénonçait l'agression fasciste contre le squat du Barocchio - est une attaque sans équivoque à la liberté d'expression et de manifestation politique dans notre pays. De fait, c'est l'antifascisme même qui a été condamné là où celui-ci ne se limite pas à un rituel institutionnel vide, mais se manifeste de façon concrète et à visage découvert à travers l'action directe et la dénonciation politique.

Nous retenons cependant comme étant significatif le fait que la thèse du ministère public Tatangelo - toujours en première ligne pour opprimer et criminaliser l'opposition sociale - a été désavouée par la sentence des juges, lesquels n'ont pas pris en considération l'absurde et lourde accusation de « destruction et pillage », mais se sont limités, si l'on peut dire, à des condamnations (allant de 9 mois à un an et 8 mois de réclusion) pour résistance à agent et coups et blessures. Et pourtant, qui a manifesté ce jour-là dans le centre-ville turinois n'a fait que se défendre contre l'attaque et la provocation policières, car ce furent bien les forces de l'ordre qui semèrent la panique parmi les passants en chargeant et en lançant des gaz lacrymogènes destinés à empêcher les antifascistes de manifester contre les violences des « squadristes ».

Il ne fait désormais aucun doute que le pouvoir cherche à transformer Turin en un laboratoire répressif où expérimenter toutes les formes de domination, ce à travers une normalisation imposée d'en haut et afin de laisser la place aux projets de redéfinition du paysage urbain tels que le cirque olympique, la folie TAV et une conception hédoniste de la ville vue comme un parc d'attractions dans lequel il n'y aurait pas de place pour les sujets dérangeants : les pauvres, les émigrés, les femmes et les hommes qui luttent pour une ville vraiment vivable pour tous, plus libre et solidaire.

Malgré la tentative des patrons et des politiques de véhiculer l'image d'une ville de Turin qui aurait laissé derrière elle sa tradition industrielle et fordiste, on continue, ici, à mourir à l'usine, durant des journées de travail massacantes, sous la menace de fermeture ou de licenciement.

Il faut rappeler que, ces deux dernières années Turin a vu cinq émigrés mourir durant des contrôles de police, l'évacuation de divers espaces sociaux, une augmentation vertigineuse de manifestations intolérantes et racistes, telles que les agressions contre les camps roms ou les squats par la main-d'œuvre fasciste : tout cela existe aussi dans le reste de l'Italie car le pouvoir se déchaîne partout contre ceux qui s'opposent à la dévastation sociale et environnementale de nos villes et de nos régions.

Et, tandis que le 10 décembre dernier à Turin le massacre des ouvriers de la Thyssenkrupp était commémoré par un cortège rassemblant 30 000 personnes qui dénonçaient cet homicide perpétré par le capitalisme, dans les salles des tribunaux dix antifascistes turinois se voyaient condamnés pour leurs idées.

Mais, ces deux dernières années, les antifascistes poursuivis par la justice n'ont pas été laissés seuls. La mobilisation pour dénoncer la gravité de cette attaque politique déclenchée par la magistrature contre la liberté d'expression a été constante et nette : occupations de lieux publics, distributions de tracts, rencontres publiques, sans compter la manifestation du 10 juin 2006 initiée par la Fédération anarchiste italienne à laquelle se rallièrent une centaine de d'organisations locales et nationales, et à laquelle participèrent des milliers d'anarchistes, libertaires et antifascistes solidaires. Maintenant, cette mobilisation ne peut et ne doit pas être stoppée, car on ne peut arrêter ni poursuivre en justice ni condamner l'antifascisme.

Conscients de l'extrême gravité que revêt cette régression autoritaire des appareils d'État qui ne cessent de se déchaîner contre toute opposition sociale, nous soutiendrons toutes les initiatives favorisant l'antifascisme et le mouvement anarchiste à Turin et à travers tout le pays, et ce dès la prochaine manifestation nationale prévue pour le

On ne peut arrêter, poursuivre en justice ou condamner l'antifascisme !

19 janvier à Turin, et nous lançons un appel à toutes et à tous pour une participation massive et un engagement constant dans la lutte pour la liberté et l'égalité, contre le fascisme et la répression.

Commissione di Corrispondenza della Federazione Anarchica Italiana - FAI

cdc chez federazioneanarchica.org

www.federazioneanarchica.org

15 décembre 2007.